LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin

au sommaire de ce numéro :

3 **Attention, danger !** PAR M-L DUBOIN
La situation est explosive. Il suffit d'une étincelle…

4 **Chiffres sur le budget français**
comparaison des budgets publiés par le gouvernement pour 1989 et 1995.

5 **Un mythe : l'équilibre budgétaire des États modernes**
depuis que le nombre d'emplois nécessaires à la production diminue.

5 **À rebours** PAR J. DUBOIN, en février 1946
diminuer le deficit budgétaire, en diminuant le pouvoir d'achat des consommateurs, c'est aggraver la situation économique.

6 **Comment augmenter le pouvoir d'achat** PAR J.DUBOIN
en allouant un revenu social à tous, en monnaie de consommation, ce qui permettrait de s'évader du capitalisme avec aussi peu de bousculade que possible.

7 **Rien de nouveau, hélas!**
recueil de citations qui prouvent que depuis 1920 au moins, les prédécesseurs de Juppé ont fait les mêmes promesses absurdes.

8 **Grandeur et décadence de la Communauté** PAR D.KESSOUS
une communauté qui a connu un sérieux développement depuis sa lointaine origine.

11 **R.Rolland, phare oublié du Front Populaire** PAR V.BATTAGLIA
depuis, l'art officiel est éloigné de toutes les préoccupations et pratiques des citoyens.

13 **Lu, vu, entendu…** Y viendraient-ils ?
Dans *Le Monde* et en Suisse, on découvre qu'il faut repenser la société du travail…

N°956 juin 1996

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
Djémil KESSOUS

*

Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.

*

Impression : R. PERNEL
Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°)	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n°mensuels	250	FF
10 n°mensuels	350	FF
Europe	175	FF

(Par avion, nous consulter)

Règlements :
par CCP :*" La Grande Relève",* n° 13 402.39 M Paris,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.
Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

***TÉLÉPHONE les mardi et jeudi*, mais seulement *de 15 à 18 heures,* (16) 1 30 71 58 04**

◊ Pour faire réfléchir autour de vous:

KOU, L'AHURI ***ou la misère dans l'abondance***

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.
Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco).
Une petite brochure à diffuser largement.

◊ Pour votre réflexion personnelle :

épuisé. ~~**LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**~~

~~livre du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails (Edition Syros, 85 F,).~~

◊ Pour animer une discussion :

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

◊ Pour avoir un résumé rapide de nos thèses et propositions ::

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco).

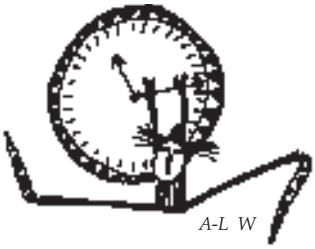
◊ Enfin une bande dessinée :

«ET SI ON CHANGEAIT?»

redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.
Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.

Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.
La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais
est également disponible, dans les mêmes conditions.



Attention, danger !

Au lieu d'avoir la sagesse de tenir compte de l'avertissement que portait la crise sociale de la fin de l'an dernier, le gouvernement nous assène, à un rythme accéléré, des "réformes" qui vont en sens inverse de l'histoire. Alors que les moyens modernes, qui existent, permettent une organisation de la société où chacun aurait sa place et sa part d'une prospérité à notre portée, on nous fait croire qu'on vient d'entrer dans une période de pénurie et qu'il faut chercher toutes les restrictions encore imaginables. Pas un domaine n'est épargné. Et si les travailleurs avaient le réflexe de se solidariser, de s'unir pour organiser une société plus conviviale, tout est fait pour les en dissuader. D'abord en leur bourrant le crâne, les médias s'y connaissent, pour les persuader que la politique suivie est la seule possible, que la catastrophe vient d'ailleurs, de lois absolues et indiscutables ou de traités signés et non modifiables. Ensuite en les divisant, car la phrase méprisante avec laquelle le Premier Ministre a parlé de certains fonctionnaires qui feraient "de la mauvaise graisse", a bien pour but de désigner une partie de la population à la vindicte de l'autre. Diviser pour régner est une méthode qui a fait ses preuves. En décembre, bien des usagers ont en effet pris conscience de l'entreprise de destruction du service public, au nom de la rentabilité. Il faut les convaincre que les fonctionnaires sont de mauvais Français. Alors ils penseront qu'il est normal qu'on mette à la porte ces bons-à-rien, comme on a licencié par tous les moyens dans les entreprises privées où les employés étaient à merci. Ils seront alors prêts à penser que ce n'est que justice : chacun son tour ! Avec des slogans aussi vicieux que celui-ci, on fait marcher un peuple comme un seul homme. Belle mentalité !

Combien de temps encore cette méthode sera-t-elle efficace pour empêcher la révolte qu'on sent au fond de chacun, d'exploser massivement ? Le ras-le-bol est partout. L'écœurement contre le règne du fric s'étend. Ce ne sont pas les discussions à propos des vaches folles qui arrangeront les choses. On a nourri sans discernement des troupeaux pour qu'ils soient plus rentables, et, comme l'apprenti sorcier, on découvre que cela a de graves conséquences. Apparemment, il reste quelques scientifiques pour dire le risque encouru, mais nos politiciens aimeraient négocier… Cela rappelle l'histoire du sang contaminé. Faire prendre des risques, mortels, aux autres vaut mieux que perdre de l'argent. Belle mentalité !

La situation est explosive. On a le sentiment qu'il y a deux raisons pour lesquelles elle n'a pas encore éclaté. D'abord le désespoir, le manque de perspective, le manque de projet. Ensuite la peur, car on sent bien que la situation atteint un tel comble qu'une manifestation pourrait dégénérer de façon incontrôlable.

Mais cela peut-il durer ? Il est certain qu'on se bat avec plus d'enthousiasme POUR construire quelque chose que pour tout détruire quand on n'a pas d'espoir… Or il y a de plus en plus de gens qui cherchent, qui essaient d'élaborer un projet de société. Il y en a même de plus en plus qui rejoignent nos analyses et découvrent que nos propositions existent. Combien de temps mettront-ils à s'entendre est une autre question.

Mais il suffit d'une étincelle.

Et justement, le ministre de l'éducation prépare un projet de réforme des universités, que l'expérience d'un passé récent l'a convaincu de ne présenter qu'à la veille des vacances…

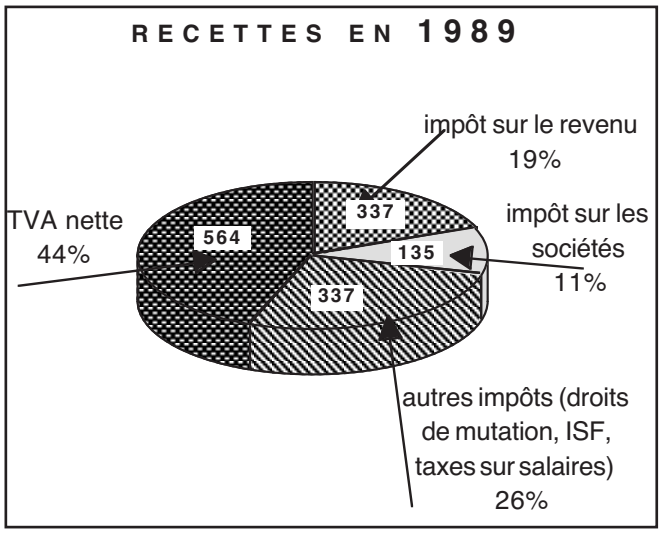
MARIE-LOUISE DUBOIN

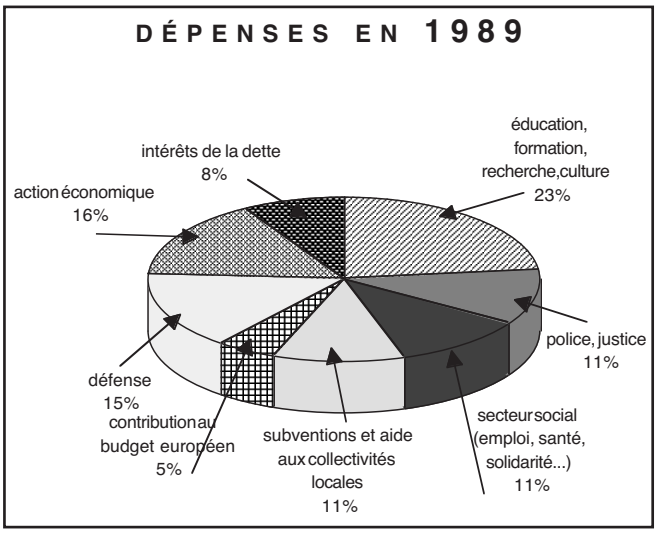
20-5-1996

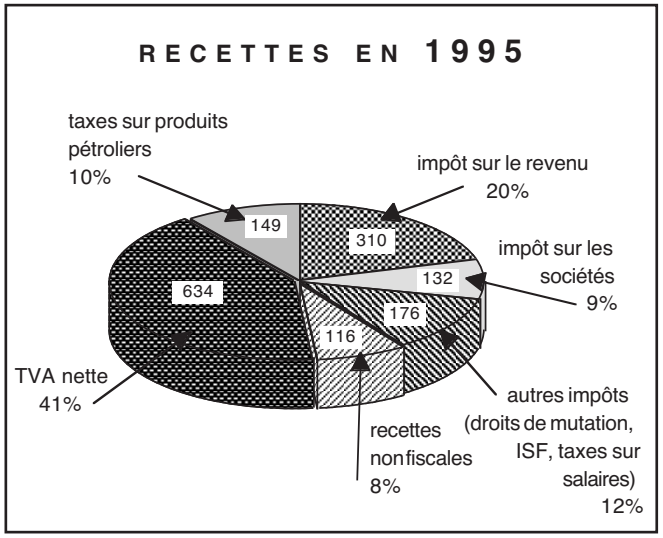
Aprés réédition, nous disposons de nombreux exemplaires de notre numéro SPÉCIAL SOIXANTENAIRE. Diffusez-le autour de vous, c'est une page d'histoire qui fait réfléchir, c'est une rétrospective de soixante ans de lutte contre cette ignominie qu'est la misère dans l'abondance, c'est enfin une bouffée d'espoir grâce à des propositions dont tout le monde devrait reconnaitre le bon sens.

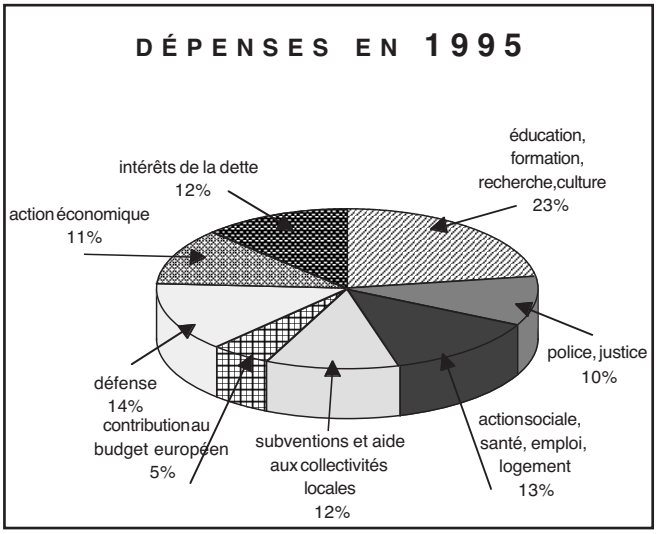
chiffres sur le budget français

Nous reprenons ci-dessous les chiffres publiés par le gouvernement pour les années 1989 et 1995 (pour permettre d'en voir l'évolution) et concernant (à gauche) les recettes de l'État et (à droite) ses dépenses par fonction.
Tous les chiffres indiqués sont en milliards de Francs.









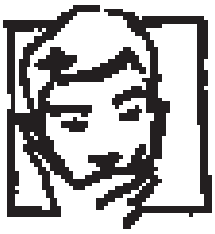
En six ans, la croissance a permis d'augmenter les recettes, qui sont passées de 1.280 à 1.517 milliards (soit + 18,5%), mais les dépenses ont encore plus augmenté, de 1.336 à 1.805 milliards (+35,1%).
En régime capitaliste, ceci entraîne que la dette a pratiquement doublé. Elle représente maintenant près de 55.000 F. *par habitant*.
Si bien que les intérêts de cette dette à payer cette année, sont un cadeau de 226 milliards que les Français font aux créditeurs de l'État.

un mythe :

l'équilibre budgétaire des États modernes.

La logique qui ose se dire libérale, alors qu'elle est imposée à tous les gouvernements, repose sur un principe dont tout prouve qu'avec l'évolution, il est de plus en plus insoutenable.
Ce principe, c'est la nécessité de l'équilibre budgétaire d'un État : pour payer les charges publiques, tout État doit prendre l'argent nécessaire dans la poche de ses ressortissants. Les recettes sont constituées par les impôts sur les revenus et les taxes sur les salaires et surtout par la TVA. Donc elles rentrent d'autant mieux qu'il y a beaucoup de salariés qui gagnent bien et qui achètent. Or depuis des décennies, le nombre des emplois nécessaires à la production ne cesse de diminuer. C'est une évolution normale et générale. Il en résulte une diminution nette des impôts sur les salaires. Et en plus, comme personne n'est sûr du lendemain, craint pour son emploi et celui de ses proches, les gens ont tendance à dépenser le moins possible, ce qui ralentit l'économie et par voie de conséquence, les rentrées fiscales. Par contre, les charges de l'État, dont celles de subvenir aux exclus du travail, ne cessent d'augmenter. Imposer l'équilibre entre les deux, c'est donc vouloir résoudre la quadrature du cercle.
Les taux d'imposition et les taxes sont déjà élevés. Le gouvernement a relevé l'an dernier le taux de la TVA et multiplie les incitations à dépenser. Il cherche d'autre part à économiser sur ses charges, en déclarant que l'État-Providence est une notion démodée qui fabrique des assistés. C'est ainsi qu'il en arrive à sacrifier le service public, remplacer des fonctionnaires par des vacataires moins payés, etc. Mais il est obligé de dépenser de plus en plus pour aider certaines entreprises à "être compétitives" ou pour subventionner les agriculteurs, et il doit faire face à une montée de la violence, par exemple dans les banlieues où le chômage est une catastrophe.
Des J-M Sylvestre ou M.Garibal, sur France Inter, et bien d'autres journalistes, fabriquent l'opinion pour que soient jugés irréalistes ou ignorants ceux qui pourraient refuser le stress de la compétitivité-combat et se dire qu'après tout, si des machines ont été mises au point, ce serait peut-être l'occasion de diminuer la durée du travail, sans diminution de salaire, pour profiter de loisirs heureux. Tous les ministres rivalisent de zèle pour justifier les mesures rétrogrades qui leur sont dictées. Tous les moyens sont bons pour imposer par la force un capitalisme qui craque de partout.
Mais cela ne pourra pas durer indéfiniment. D'autant que le déséquilibre du budget fait boule de neige car lorsque l'État n'a pas assez de recettes pour faire face à ses dépenses, le capitalisme lui impose d'emprunter, évidemment contre intérêt, de sorte que le service de cette dette ajoute d'avance au déficit des années suivantes.

Si encore cette politique était une innovation, on pourrait avoir scrupule à annoncer son échec et la violente révolte qu'il suscite. Mais quand on relit Jacques Duboin, on reste stupéfait autant par sa clairvoyance que par l'aveuglement de nos gouvernements successifs, qui depuis plus de trois quarts de siècle, imposent par stupidité la misère dans l'abondance.
Il y a cinquante ans, en février 1946, voici comment le fondateur de ce journal y accueillait un nouveau ministre des finances :



À REBOURS

*Nous avons un nouveau ministre des finances. Après avoir pris connaissance du déficit budgétaire dépassant largement 300 milliards, il a prescrit son remède : **augmenter les recettes et diminuer les dépenses.** C'est ce que répondaient le Baron Louis, Léon Say, Roulier et Poincaré. Et le maréchal Pétain ajoutait : **l'État ne peut donner que ce qu'il reçoit.** M. André Philip est de cet avis, bien qu'il soit socialiste; tandis que le Baron Louis, Léon Say, Rouvier, Poincaré et le maréchal Pétain peuvent être rangés … parmi les conservateurs. Où est la différence?*
On dira que M. André Philip n'a pas les mains libres. Cependant, il existe une majorité de pseudo-marxistes à la Constituante, et il n'y a pas de Sénat. Donc, entre le Baron Louis et André Philip, pas de solution de continuité. Le budget de la Restauration était cent fois moins grand que le déficit d'aujourd'hui, le franc a été six fois dévalué en vingt ans, la vie est cent fois plus chère, foin de ces bagatelles : il ne s'est rien passé d'extraordinaire, et les sacro-saintes lois de l'équilibre budgétaire sont toujours respectables…
On connaît assez les projets du ministre pour pouvoir lui dire en toute franchise : votre prédécesseur Pleven a échoué sur toute la ligne; mais on peut affirmer, sans contestation possible, que vous ferez beaucoup plus mal encore. Ceci dit, on vous le démontre :

*Le fait nouveau - observable à l'œil nu dans tous les pays capitalistes supérieurement équipés - **c'est la baisse ininterrompue du revenu national.** La production, toujours plus scientifique, crée toujours moins de revenus. Pour quelle raison ? C'est qu'elle réclame toujours moins de travailleurs en tous genres. Si M. André Philip l'ignore encore, ce n'est pas de notre faute; car, depuis quinze ans, nous le crions sur tous les toits.*
Comme c'est sur le revenu national que l'État prélève les impôts et que c'est aussi du revenu national que se dégage l'épargne dont l'État a besoin pour ses emprunts, il est de première importance que le revenu national augmente sans cesse ou, tout au moins, qu'il ne diminue pas trop. Notre grand argentier veut faire des économies. Bravo ! surtout si elles portent sur nos armements… Malheureusement, M. André Philip oublie ou ignore (le résultat est le même), que toutes les dépense de l'État sont aujourd'hui indispensables à notre économie. Elle puise dans le déficit budgétaire les ressources que le secteur libre ne lui fournit plus. Si le déficit budgétaire est une catastrophe, diminuer le déficit en est une autre; car c'est aggraver la situation économique. Diminuer le déficit, c'est diminuer le pouvoir d'achat des clients de demain…
*En bref, M. André Philip fait exactement le contraire de ce qu'il devrait faire : **il ampute le pouvoir d'achat des consommateurs par tous les procédés classiques du Baron Louis.**»*

Et dès le numéro suivant de *la Grande Relève* Jacques Duboin montrait comment "sortir de la crise" en évitant cette révolte que nous sentons venir aujourd'hui :

COMMENT AUGMENTER LE POUVOIR D'ACHAT

*Lorsque le pouvoir d'achat des consommateurs est trop faible pour que la production puisse être vendue, la production s'arrête malgré tous les encouragements qu'on lui prodigue pour l'exciter à repartir. C'est qu'en régime capitaliste, une production sans profit conduit le patron à la faillite et son personnel au chômage… Alors que faire ? c'est simple : au lieu d'intervenir dans le processus d'une production qui ne demande guère que des clients, c'est sur la consommation qu'il convient d'agir. Il faut allouer à tous les Français un **revenu social,** égal pour tous, lequel en s'ajoutant à leur revenu présent, leur permettra d'acquérir les marchandises offertes… Mais comment justifier le revenu social ? Il représente la part de chacun de nous dans la fortune prodigieuse que nous a laissée le travail acharné de toutes les générations précédentes. Cet héritage fabuleux, composé des milliers de découvertes, d'inventions et de progrès techniques, appartient indistinctement à tous les membres de la communauté. Il fait partie du domaine public au même titre que l'Iliade, l'Odyssée, ou que les œuvres des grands penseurs de l'humanité.*
Que le lecteur suppose deux pays, A et B, ayant par hypothèse, même superficie, mêmes richesses naturelles, même nombre d'habitants. Chaque année, A et B créent la même masse de biens de consommation. Mais en A, la production réclame le labeur des vingt millions de travailleurs que compte le pays, tandis qu'en B, grâce à un outillage perfectionné, dix millions de travailleurs suffisent à la tâche. Des deux pays, quel est le plus évolué ? C'est évidemment B, car, pour créer les mêmes richesses que A, il n'exige de ses habitants que la moitié du travail que A réclame des siens. Du point de vue économique, B jouit d'une santé parfaite. Et pourtant, si les deux pays vivent en économie capitaliste, la population du premier est relativement prospère, tout le monde ayant du travail et disposant d'un revenu qui lui permet de vivre et de faire vivre les siens; au contraire, la population de B est plongée dans une crise sans issue, car dix millions de chômeurs y paralysent la vie économique. En effet, qui ne peut acheter ruine qui ne peut vendre. A et B ont créé les mêmes richesses, mais B ayant créé moins de pouvoir d'achat, tous les désordres et la misère en découlent… Où trouver l'argent ? Qu'on me permette de dire qu'il est ridicule de supposer qu'un pays trouve spontanément des milliards pour faire la guerre, et plus un fifrelin pour permettre à ses nationaux de consommer ce qu'ils produisent en temps de paix… Rappelons que l'humanité ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre et que celui de la production était infiniment plus ardu que celui de la distribution…
On espère que les défenseurs de l'Abondance réclameront tous le revenu social, puisqu'il fait partie intégrante de l'économie qu'ils préconisent. Comme il sera facile d'expliquer qu'il augmentera constamment quand le service social assurera une production maxima dans le socialisme de l'abondance ! Enfin, le revenu social constitue une mesure de transition conduisant tout droit à l'économie distributive. Il faut bien que celle-ci soit amorcée d'une manière ou d'une autre, si l'on veut éviter de choir dans un désordre sans nom d'où les pires violences ne sont pas exclues…
Nous estimons que les réformes économiques et sociales que l'abondance rend inévitables, ne s'improvisent, ni ne se réalisent par des coups de force politiques. De même que les ingénieurs agrandissent une gare sans interrompre le trafic, de même le passage du capitalisme expirant à l'économie distributive doit s'effectuer sans bouleverser, ni freiner la production, mais même en l'augmentant dans toute la mesure du possible, l'institution du revenu social grandissant en fournit le moyen… J'entends déjà les orthodoxes crier à l'inflation, et les ascètes qui nous offrent la soupe populaire faire chorus avec eux…
*Certes, l'institution du revenu social finirait par créer de l'inflation si l'on persistait à ne pas sortir du régime capitaliste. La monnaie de consommation que nous préconisons ne constituerait-elle pas aussi une gigantesque inflation, si l'on avait la fantaisie de l'émettre en régime capitaliste ? Mais si nous réclamons le **revenu social,** c'est précisément parce qu'il permet de s'en évader dans le minimum de temps et avec aussi peu de bousculade que possible.»*

Rien de nouveau, hélas!

C'est en 1934 que Jacques Duboin publia *Kou l'ahuri*, récit du voyage en France d'un personnage imaginaire, Kou. C'est sa surprise devant la façon dont les Français de l'époque réagissent à la crise et développent la "*misère dans l'abondance*" (sous-titre de l'ouvrage) qui explique son surnom d'ahuri.
Son analyse reposait pourtant sur des faits, comme en témoigne l'annexe du livre. En voici quelques extraits. Ils montrent, références à l'appui, que les mesures que va prendre Juppé, à l'instar de ses collègues d'avant guerre, n'ont rien d'original : l'équilibre budgétaire était déjà un mythe !
Qui plus est, comme la situation, c'est à dire la diminution du nombre des emplois dans toute la production, n'a fait qu'empirer, malgré "les 30 glorieuses", on ne peut que déplorer le manque d'imagination de nos gouvernants actuels et, hélas, en prévoir dès à présent les conséquences. Jugez vous même !

M. Millerand dit, en 1920 : *Notre souci immédiat sera de vous faire connaître le tableau des voies et moyens par lesquels ... équilibrer le budget.*

M. Leygues dit la même année : *Il nous faut administrer nos finances avec une économie sévère.*

M. Briand dit, en 1921 : *Nous sommes résolus à hâter le vote du budget et à réintroduire dans nos finances l'ordre, la régularité et la clarté. Attentif aux répercussions de la crise économique dans le monde du travail, le gouvernement doit à celui-ci de prendre les mesures propres à remédier à la pénible situation des chômeurs et de rechercher les moyens de rendre confiance à notre industrie.*

M. Poincaré dit, en 1922 : *Il nous faut apporter les améliorations nécessaires dans l'assiette et la perception des impôts, faire des économies sincères recherchées surtout dans des simplifications durables et dans une décentralisation rationnelle des services publics.*

M. Edouard Herriot dit, en 1924 : *Nous assurerons l'équilibre budgétaire.*

M. Paul Painlevé s'engage, en 1925, à : *Ne présenter qu'un projet de budget où toutes les dépenses définitives de l'Etat, comprimées aussi rigoureusement qu'il sera possible, seront couvertes par l'impôt, aucune d'entre elles ne devant plus désormais être imputée au Trésor. L'heure est de celles qui ne comportent ni atermoiements, ni délais.*

M. Paul Painlevé revient, six mois plus tard, à la charge : *Nous entendons d'abord que les recettes certaines et permanentes couvrent la totalité des dépenses publiques permanentes, de quelque nature qu'elles soient et quelque justifiées que puisse paraître en soi leur inscription hors budget. Pas un centime de ces dépenses ne doit être demandé à l'inflation ni à l'emprunt, ni à d'autres ressources que l'impôt. On ne peut vivre indéfiniment dans cette instabilité économique qui sème l'inquiétude dans les foyers et décourage le labeur probe et l'esprit d'économie, et menace notre crédit aux Etats-Unis. L'année 1926 doit marquer une date décisive pour le relèvement de nos finances.*

M. Briand répète, en 1925 : *Que les sacrifices si lourds qu'ils soient, seront acceptés par le pays 's'il aperçoit clairement qu'ils apportent un remède définitif.*

M. Briand confirme, en 1926 : *Qu'il faut assurer l'équilibre budgétaire puisque, malgré de longs débats, il a été impossible d'apporter, à la date prévue, une solution au problème financier.*

M. A. Tardieu promet en 1929 : *D'assurer l'équilibre rigoureux du budget et de réaliser la réforme générale de la fiscalité.*

M. Steeg affirme, en 1931 que : *Son premier devoir est d'obtenir que le budget soit voté en temps utile , et que son rigoureux équilibre soit réalisé.*

M. Laval dit, en 1931 : *Il est de l'intérêt de tous que l'examen du budget soit poursuivi et achevé en temps utile et dans les conditions d'un équilibre sincère et rigoureux et sans impôts nouveaux.*

M. E. Herriot, en 1932, reconnaît : *Se trouver en face d'une situation financière sérieuse et demande la permission d'établir un programme urgent de grands travaux qui lui paraît comme le remède le meilleur au chômage et comme un élément décisif de la reprise des affaires.*

M. Paul Boncour se propose, en 1932 : *D'abord d'assainir les finances, rétablir l'équilibre budgétaire rompu par la disproportion entre les dépenses publiques et le rendement des entreprises privées paralysées par la crise même qu'il s'agit de résoudre.*

M. Sarraut, en 1933, affirme : *Que l'Etat français a besoin de finances stables, et que le crédit de la France exige la caution d'un budget en équilibre sincère… et complet. Il ajoute qu'un prochain avenir appelle, une fois l'équilibre rétabli, l'initiative d'une réforme fiscale.*

M. E. Daladier, en 1934, affirme que : *Le budget une fois voté, il faudra lutter contre le chômage;*

M. Gaston Doumergue, en 1934, se propose : *De faire renaître la confiance qui résorbera le chômage.*

Grandeur et décadence de la Communauté

par **DJÉMIL KESSOUS**

Nous voulons parler ici d'une communauté bien particulière, très vieille, car elle existe, au moins, depuis plusieurs millénaires avec les Phéniciens et même encore avant eux. Depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours, elle n'a cessé de croître en se transformant progressivement. Survolons rapidement son évolution.

A l'origine, elle était essentiellement composée de quelques marchands audacieux, aventuriers, grands voyageurs. Ces hommes intrépides, embarqués sur des navires ou chevauchant dans des caravanes, ont contribué à faire communiquer entre elles les grandes civilisations : les Égyptiens et les Sumériens, les Phéniciens, les Grecs et les Étrusques, les Romains, les Perses et les Chinois… Bien plus que les guerriers conquérants, ce sont ces commerçants pacifiques qui ont permis la diffusion de toutes les grandes inventions de l'humanité.

A partir du Moyen Age, avec le développement des villes nouvelles, cette confrérie, purement marchande à l'origine, s'est sensiblement élargie grâce au renfort de ceux qui, en raison de leur lieu de résidence, ont été nommés les *"bourgeois"*. Mais, pour désigner cette catégorie sociale, on parlait déjà de *"communauté"* :*«Ne vous efforcez pas au détriment de la communauté de vendre meilleur marché que les autres (…)»* écrivait ainsi un auteur du XVIIIe siècle[1]. Tous ses membres : négociants, médecins, banquiers, avocats, artisans, écrivains publics… vivaient peu ou prou, directement ou non, grâce à l'échange marchand ; cela n'était pas le cas, à l'époque, de la grande majorité rurale, repliée sur elle-même, végétant en économie autarcique.

La Communauté n'était pas toujours bien vue dans le passé : on peut se remémorer l'image de Jésus chassant les marchands du temple. Toutefois, en ce temps-là, elle était essentiellement progressiste et les attaques qu'elle subissait provenaient surtout des conservateurs ou des pouvoirs monarchiques qui, parfois, n'hésitaient pas à confisquer ses biens.

Peu à peu, le système économique reposant sur l'échange marchand s'est étendu ; et la Communauté s'affirmait de plus en plus ; nous avons affaire, ici, à une *communauté conquérante*, pour reprendre l'expression de François Rachline[2]. Gardons-nous, cependant, de l'identifier mécaniquement avec la bourgeoisie car elle est bien plus composite. Dès 1765, ceux qui, en Angleterre, participèrent à la prodigieuse révolution industrielle qui s'enclencha brusquement, étaient des gens modestes, issus du peuple : il y avait là, pour reprendre les termes de Joseph Dietzgen, l'horloger Watt qui mit au point la machine à vapeur, le barbier Arkwright qui inventa le métier à tisser, plus tard, l'orfèvre Fulton qui fabriqua le premier bateau à vapeur. Une époque nouvelle commençait : celle des grands entrepreneurs ; ils inventèrent l'industrie moderne. Parmi eux, certains militèrent même en faveur des idées avancées du socialisme : en Angleterre, Robert Owen, en France, le compagnon Jean-Baptiste Godin, les saint-simoniens…

Pourtant, avec les Temps modernes, un retournement crucial s'opéra : auparavant la Communauté était *dominée* par les anciens pouvoirs monarchiques ; à partir du XIXe siècle, en Europe occidentale, elle devint *dominante* et inventa la démocratie libérale ; alors, elle changea en *"salariés à ses gages"* le juriste, l'élu du peuple, le magistrat, l'administrateur, bref, le *décideur*… même les nobles, membres de l'ancienne classe dominante, se mirent alors à son service et acceptèrent de déroger pour se muer en vulgaires salariés. Désormais, c'est elle qui faisait la loi… la loi de l'échange marchand, bien entendu.

Dès cette époque, dans les pays où elle se développait, elle créait massivement de l'exclusion avec la rationalisation des méthodes de travail. Néanmoins, en ce temps-là, elle parvenait encore à réinsérer ici ce qu'elle excluait là ; les paysans expropriés de leurs terres étaient recasés comme ouvriers citadins, les ouvriers évincés de l'atelier étaient reclassés dans les bureaux, dans le commerce…

Dans les pays lointains, en Asie, en Afrique, en Amérique latine, c'était →

ERRATUM Dans notre dernier numéro, deux coquilles malencontreuses se sont glissées dans l'article intitulé *Critique du lutte-de-classisme*.

En page 7, 1ère colonne, il faut comprendre que dans le passé, la grève était un moyen, et non une fin en soi (le *"non"* qui manque change un peu le sens).

En page 8, 1ère colonne, la devise célèbre de Proudhon est *"Destru**a**m et aedificabo"* (le **a** est manquant). Cette épigraphe célèbre qui figure en tête de la *Philosophie de la misère*, a une origine obscure, comme le note Pierre Haubtmann, dans la biographie qu'il consacre à Proudhon (Beauchesne, 1982, p. 642). La phrase la plus proche serait celle qui figure dans l'*Ecclésiaste de la Bible* (version latine) : «… tempus destruendi et tempus aedificandi…» (3-3) :*«il y a un temps pour détruire et un pour construire»*.

sensiblement différent. Grâce aux militaires qu'elle payait, aux armes perfectionnées qu'elle fabriquait, aux marchandises qu'elle produisait à bas prix, la Communauté étendait progressivement sa loi -élaborée par ses juristes- à toute la planète. Sur ces terres éloignées, elle désagrégea peu à peu le vieux tissu social, les économies traditionnelles, mais sans rien mettre à la place.

Nous en sommes là aujourd'hui…

La Communauté a donc connu un développement singulier. Depuis les plus lointaines origines, elle n'a cessé de croître en se métamorphosant. Il est bien malaisé de la décrire, à présent, tant elle est complexe. La meilleure image serait celle d'un cercle composé de différentes zones concentriques. Les partisans les plus farouches de la Communauté se pressent en son centre. Il y d'abord ceux qui détiennent les postes-clés dans le vaste processus économique créant de la valeur, des besoins, de l'information, de l'intoxication : les grands actionnaires, propriétaires des moyens de production, de transport, de distribution…propriétaires des agences de presse et de publicité, de l'édition, des journaux, des terres agricoles, des mines, des puits de pétrole… il y a les patrons des grandes entreprises et leurs états-majors, les dirigeants politiques bien sûr avec leurs proches collaborateurs, les élus du peuple (…enfin du peuple qui consent encore à se déplacer pour aller voter)… puis, en s'éloignant du centre on trouve des gens plus modestes : des journalistes, des responsables syndicaux, des élus locaux, des notables, des cadres supérieurs ou moyens, des professions libérales, des petits commerçants, des techniciens, des fonctionnaires, des salariés… Enfin, sur la périphérie, il y a l'immense masse des exclus du monde entier, ceux qui n'appartiennent pas à la Communauté, les prolétaires au sens étymologique du terme car ils sont prolifiques et que leur nombre accroit encore plus vite que la Communauté…

… Dans chaque pays, le Droit traduit en impératifs sociaux les conceptions philosophiques et humaines les plus communément admises, les aspirations morales et économiques les plus profondément éprouvées, sinon par l'unanimité de la population, au moins par sa fraction politiquement active… C'est ainsi que commence un cours polycopié de droit administratif bien connu des étudiants de sciences-po[3]… On ne saurait être plus clair. Il faut savoir que, plus que toute autre, la Communauté a ses règles, ses codes, ses lois… C'est une vaste mer où pullulent les requins mangeurs d'hommes, les *killers*… Alors il faut bien certaines règles déontologiques pour limiter la casse. Mais cette Justice qu'ils prétendent impartiale, objective, c'est *leur* justice ; ce Droit qu'ils ne cessent de produire en quantité industrielle comme des marchandises, c'est *leur* droit… Ce sont eux qui se réglementent leurs salaires mirobolants en laissant les miettes à la majorité. A-t-on jamais vu un exclu siéger dans les diverses assemblées et commissions de leur démocratie ? Au siècle dernier, les membres de cette Communauté de nantis traitaient les ouvriers de fainéants, d'alcooliques… *«Le pharisien capitaliste se moque de la misère qu'il a lui-même créée»*, écrivait Marx. Aujourd'hui, ils traitent les habitants du monde sous-développé de corrompus, de barbares, alors que ce sont eux, comme nous l'avons déjà soutenu, qui exportent et entretiennent la corruption, la barbarie, ce sont eux qui ont miné tous les gouvernements progressistes du tiers-monde, ce sont eux qui, aujourd'hui encore, tiennent à bout de bras des régimes féodaux, réactionnaires, avec lesquels ils commercent. C'est leur système qui a détruit toutes les économies de subsistance de par le monde. Ce sont les règlements établis par leur Communauté (européenne : CEE, ou mondiale ; OMC) qui maintiennent une rareté artificielle alors que l'immense masse des exclus de la planète est démunie de tout. Tel est l'état du droit international, de *leur* droit, "Droits de l'homme" dont ils se gargarisent, dont ils assomment, en ne cessant de les fouler aux pieds.

Tous les totalitarismes et intégrismes de notre siècle ont été, directement ou non, causés et alimentés par cette Communauté ; nous pouvons aisément l'établir. Dès 1946, au lendemain de la guerre, Élysée Reybaud publiait ces lignes pour expliquer le nazisme :*«L'économie capitaliste, par l'impossibilité des exportations, par le million de chômeurs qu'elle avait créés, avait amené l'Allemagne dans une grande détresse»*. Puis, il lançait cet avertissement :*«Si les pays capitalistes retombent dans la faute de pousser un peuple au désespoir, la même aventure recommencera inexorablement, plus ou moins tôt, malgré toutes les précautions prises (…) »*. Et cela n'a pas manqué, comme nous le montre toute l'histoire récente. Dans cet ouvrage, intitulé *"l'Economie qu'il nous faut"* [4], Élysée Reybaud proposait un plan détaillé d'économie distributive, lequel, bien entendu, est resté *lettre morte*.

Mais il nous faut conclure sur notre sujet. Depuis les temps les plus reculés, nous avons vu la Communauté croître et se transformer ; elle était frêle, progressiste, humaniste… elle est devenue énorme, répugnante comme une chose qui vieillit très mal. Les tares qu'elle n'avait cessé de projeter au loin, la corruption, la misère, l'intégrisme; envahissent à présent son cœur même.

Oserons-nous nous espérer que de cette décomposition qui nous écœure naîtra une nouvelle Communauté, bien plus vaste, homogène, cohérente ? Il est temps, plus que jamais, de rouvrir certains plans que nos anciens avaient conçus.

————-

1. Mayline, *Lex mercatoria* (1622). Le passage est cité par Keynes dans sa *Théorie générale*.
2. *Que l'argent soit*, Calmann-Lévy, 1993.
3. Raymond Odent, *Contentieux administratif*, IEP Paris, 1976-1981.
4. OCIA, 1946, p. 149 pour le passage précité.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive la Grande Relève

G. Houdart 70 - Mme Lahens 300- R. Nace 70 - R. Poquet 70 - P.E. Randrianarisoa 70 - G. Soilly 70 - R. Carpentier 50 - Mme Casanova 300 - R. Delbart 20 - A. Guénin 20 - H. Tabrant 20 - H. Anquetil 20 - Cl. Beun 100 - E. Demari 70 - R. Labesse 370 - R. Lobjeois 70 - L. Perrard 70 - Mme Prost-Tournier 70 - A. Schneider 50 - G. Brissé 70 - Mme Cart 70 - F. Castille 20 - P. Dubal 110 - Ch. Descrambes 170 - Mle Théric 270 - G. Beaux 70 - Y. Blaise 100 - R. Treny 70.

Total 2.830 F.

Merci à tous !...

À nos abonnés :

Nous avons encore des problèmes d'expédition. L'entreprise qui met les journaux sous bande fait travailler des handicapés, lesquels, apparemment, n'arrivent pas à tenir compte du nombre d'exemplaires à envoyer, pourtant indiqué sur les étiquettes. Nous avons eu beaucoup de réclamations, surtout de la part de ceux d'entre vous qui demandent une dizaine d'exemplaires. Nous en sommes désolés. Et pour que cela ne se reproduise plus, nous allons confectionner nous-mêmes ces paquets...

À TOULOUSE

De jeunes toulousains ont distribué le 1er mai dernier un tract intitulé **France-Poire** dont voici un extrait :

«Il paraît que c'est la crise. On nous la disait conjoncturelle. On nous la sert mondiale. On nous la promet durable. A l'heure où Chirac se targue devant Clinton d'être le roi de la quatrième puissance économique du monde, au moment où les entreprises françaises réalisent des centaines de milliards de profit en une année,…les médias se répandent en lénifiants monologues sur l'inévitable mondialisation de l'économie, le coût social exorbitant du salariat, la nécessaire restructuration du monde du travail pour s'adapter aux exigences du marché.… Rien ne peut se faire qui ne soit économiquement correct. On le voit bien : le capitalisme n'est pas en crise ! Il est à l'âge adulte !

Les 20 dernières années ont été celles du succès le plus important du capitalisme sur son aire d'origine : le bloc occidental. Ce succès a un nom : la désappropriation de l'individu. L'essor technologique a permis un développement spectaculaire des médias, et une généralisation du monopole de l'information par les trusts financiers et les états partenaires. L'effondrement des dictatures socialistes et l'accès au pouvoir en Europe des clans socio-démocrates ont permis la plus vaste entreprise de désinformation et d'assujettissement des individus au pouvoir en place. »

Ils projettent de lancer une revue trimestrielle ***Infosud***. A suivre !

bloc - notes

associations et revues

G.L.E.D
Groupe **L**iègeois
pour
l'**E**conomie **D**istributive
a publié la brochure
Muter ou chuter
(prix 18FB, CCP000 0660548)
et diffuse livres et journaux distributistes en Belgique.
L. Gosset,
21 rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX
BELGIQUE

*

G.S.E.D.
Groupe de **S**alariés
pour
l'**E**conomie **D**istributive
11 rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

ÉVASIONS
publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle conscience planétaire"
J-C. Giroud
103 Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

*

EDEN
Equipes pour la
Diffusion d'une
Economie **N**ouvelle
6 bis rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

RÉSISTANCE
À L'AGRESSION PUBLICITAIRE
61 rue Victor-Hugo
93500 PANTIN

*

FRAGMENTS - DIFFUSION
8 rue de la Chapelle
75018 PARIS

*

CITOYENS DU MONDE
15 rue Victor-Duruy
75015 PARIS

*

UNION PACIFISTE
BP 196
75624 PARIS Cédex 13

La *Grande Relève* s'est inscrite à titre collectif à la Maison Grenelle.

Ceci doit permettre à tous ses abonnés d'en utiliser les services, en particulier ceux de la bibliothèque.

*

TRANSVERSALES
Sciences / Culture
21, Bd de Grenelle
75015 PARIS

*

ALTERNATIVE SYNDICALISTE
éditée par le Cercle de réflexions et d'Actions Syndicalistes
38, rue du Stand
95120 ERMONT

*

LE PUBLIPHOBE
56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

*

GAVROCHE
Revue d'histoire populaire
39-41 rue de la Harpel
BP872
27008 ÉVREUX CÉDEX

*

A CONTRE-COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

*

Romain Rolland,

phare oublié du Front Populaire

On se sait plus aujourd'hui que R. Rolland fut la référence incontournable de la culture socialiste de l'entre-deux-guerres.
Durant le premier conflit mondial, il n'avait abdiqué ni son pacifisme, ni son internationalisme, ni ses amitiés avec des intellectuels et artistes allemands, et des révolutionnaires russes. Considéré comme traître par la France cocardière, il s'exile en Suisse "Au-dessus de la mêlée" (titre de l'un de ses écrits pacifistes) et reçoit le Prix Nobel de Littérature en 1915. Toute sa vie, R. Rolland voudra exprimer haut et fort que l'avenir de l'humanité ne peut se penser qu'à travers l'expérience et l'oeuvre de ses deux amis: le Mahatma Gandhi et Lénine.

Menant de front des activités épistolaires intenses avec le monde entier, une œuvre de musicologue remarquable, l'écriture de plusieurs cycles romanesques, il se consacrera aussi, pendant plus de 40 ans, à écrire, à côté d'autres pièces (anti-colonialistes notamment), un *Théâtre de la Révolution* (1898-1938) qui sera joué dans le monde entier. Avec ce *Théâtre de la Révolution*, il poursuit deux objectifs:

- démonter le mécanisme révolutionnaire pour éviter erreurs et tâtonnements, apporter aux révolutionnaires le recul nécessaire à la réflexion; ainsi l'histoire de la Révolution Française permettra aux soviétiques de ne pas renouveler les mêmes égarements. Ce travail de critique historique se veut pédagogique et préparatoire à une révolution culturelle indispensable à l'avènement de temps nouveaux.

- métamorphoser la représentation scénique de la révolution en manifestation politique et active: «*....que l'œuvre interrompue en 1794 soit reprise et achevée par un peuple plus mûr et plus conscient de ses destinées: tel est notre idéal. Si nous ne sommes pas assez forts pour le réaliser, nous le sommes toujours assez pour y travailler de notre mieux. La fin de l'art n'est pas le rêve mais la vie. L'action doit surgir du spectacle de l'action* ». Rendre le théâtre à sa véritable finalité : politique.
C'est dans un ouvrage théorique, *Le Théâtre du Peuple*, qu'il développera cette fonction sociale et politique du théâtre : «*Vous voulez un art du peuple? Commencez par avoir un peuple, un peuple qui ait l'esprit assez libre pour en jouir, un peuple qui ait des loisirs, que n'écrasent pas la misère, le travail sans répit, un peuple que n'abrutissent pas toutes les superstitions, les fanatismes de droite et de gauche, un peuple maître de soi, et vainqueur du combat qui se livre aujourd'hui Faust l'a dit : "Au commencement, est l'Action".*»

1936: le Front Populaire

Cette année mémorable consacrera R. Rolland et son oeuvre, mais marquera également la fin de son influence. Comme si le Front Populaire, rendant hommage à son inspirateur, s'en débarrassait par la même occasion: ambiguïté paradoxale de cette union des gauches.

D'énormes moyens seront déployés pour fêter le 70ème anniversaire de R. Rolland lors d'une grande cérémonie à la Mutualité, préparée par Jean-Richard Bloch et Louis Aragon, puis pour célébrer le 14 juillet et le centenaire de la mort de Rouget de Lisle par les représentations du *Quatorze Juillet* (l'une des 8 pièces du *Théâtre de la Révolution*) à l'Alhambra dont les 2000 places ne désemplissent pas pendant 15 jours.

La Comédie Française et des comédiens professionnels jouent les grands rôles, tandis que 150 acteurs venus des troupes de théâtre-ouvrier (nécessaire "agit-pop" des récentes grèves) jouent la figuration; Honneger compose une partition mêlant l'Internationale à la Marseillaise; Picasso peint un rideau de scène de 11 mètres sur 17, Désormière dirige l'orchestre.

Toutefois le symbole révolutionnaire, bien que grandiose, devient ici prétexte à un consensus national. Il ne s'agit plus de politiser l'esthétique mais d'esthétiser la politique (ce que Jack Lang imitera avec beaucoup plus d'ampleur): le rapport scène active/salle passive se reconstitue, les "amateurs" ouvriers sont mis hors jeu.

L'exemple vient d'ailleurs de Moscou, où cette même année, l'Union Internationale du Théâtre Ouvrier, qui en 1933 avait donné son prix à l'impertinent Prévert et à son Groupe Octobre est dissoute; Lukacs et Aragon deviennent les chantres du "professionnalisme" de l'art et du "réalisme national", beaucoup plus contrôlables et orthodoxes, il est vrai.

Le théâtre de R. Rolland ne sera plus joué en France, et le Groupe Octobre s'auto-dissoudra: «*Nous, dont l'existence et le programme étaient entièrement anti-colonialistes, anti-policiers, anti-militaristes, anti-curés et, dans une certaine mesure, anti-social-démocrates, nous n'avions plus de raison d'exister.* »

Le "retour à la normale" réclamé, au milieu de l'été 1936, par les partis de gauche freinera et étouffera tous les élans créateurs, toutes les espérances.

Dans le domaine de l'art, le Front Populaire, événement soutenu par une incroyable effervescence de pratiques artistiques (plus de 200 troupes de théâtre ouvrier existaient en 1934 et défendaient des idées de gauche), s'avérera plus que décevant en adoptant des positions conformistes et rigides, qui aliéneront définitivement l'art populaire au pouvoir et exclueront pour longtemps de son champ des pratiques spontanées autrement subversives et passionnantes mais sûrement moins prestigieuses et consensuelles.

Il est étrange de constater que l'ancien gouvernement socialiste des années Mitterrand a renouvelé, et accentué ces défauts en mettant en place un art officiel, éloigné de toutes les préoccupations et pratiques des citoyens.

Cette "erreur" historique explique peut-être l'actuel silence des politiques, des artistes et des intellectuels sur ce 60ème anniversaire du Front Populaire.

Ce silence indique bien l'immaturité des partis de gauche actuels, car une critique féconde autour de la "social démocratie" et de ses finalités s'imposerait aussitôt, critique qu'ils refusent obstinément.

VALÉRIE BATTAGLIA

vers *Partage*

Notre ami, P Robichon, a envoyé à la revue *Partage* le texte de J. Duboin, intitulé *L'obsession du plein emploi"* que nous avons reproduit dans notre numéro soixantenaire. Voici l'essentiel de sa lettre d'accompagnement :

« Lisez le texte joint : il date de 1953 ! Ainsi, il y a 43 ans, un homme avait déjà compris et tentait (vainement) d'ouvrir les yeux de ses contemporains. Depuis que j'ai été chômeur moi-même (deux années pleines, en 76 et 77), je m'efforce de convaincre les nouveaux chômeurs que loin d'être les laissés pour compte de la société, ils sont au contraire les avant-coureurs explosifs d'une autre société où le travail sera partagé autrement. Plutôt que de parler d'eux sans cesse comme relevant d'un traitement social, de l'entr'aide ou de la charité (ce qui - hélas - est pour le moment inévitable), ne pourrait-on enfin les aider à comprendre les ressorts économiques impitoyables d'un régime qui se fout comme de l'an 40 de les éliminer de la production ? Cette armée de 3 millions d'exclus, donnons lui des armes pour dénoncer, démonter un système économique qui n'a pour moteur que le profit. Ce n'est pas à une allocation qu'ils ont droit, c'est à un revenu social justifié : car la richesse (énorme) qui est produit sans eux peut être partagée.... Au lieu de promettre plus de soupe populaire aux chômeurs, au lieu de les entretenir dans l'espoir qu'ils auront bien droit un jour à un petit boulot, disons leur haut et fort que c'est fini et que cette société va créer de plus en plus la richesse et de moins en moins d'emplois. Et provoquons chez eux la rage, la rage de faire basculer ce système.

De qui est le texte joint ? De Jacques Duboin, chantre de l'Economie distributive. Il était en tous cas autrement socialiste que les socialistes qui se sont chargés, dans la dernière décennie, de rendre florissantes les entreprises et de chouchouter les SICAV et autres obligations».

P. Robichon commente pour nous *:«On ne sait jamais : et si ce formidable texte de 1953 était reproduit dans Partage ? Cela ferait quelques "yeux ouverts" de plus…».*

* * *

Vers le *mouvement des citoyens*

Un autre distributiste de la même région a eu une démarche analogue. Il a envoyé des documents aux responsables de la gauche et des Verts, à l'échelon national, mais n'en a reçu que peu de réponses et sans explications. Ayant également écrit à J.P.Chevènement, qui n'a pas daigné donner suite, notre ami a répliqué à une invitation pour une réunion du mouvement des citoyens en déplorant un tel manque de réponse à ses efforts:*«C'est regrettable et inadmissible. Ce n'est pas de cette façon que vous allez motiver et mobiliser les citoyens. Vous dites et vous écrivez que vous voulez réaliser une autre politique. Il faudrait la réaliser réellement dans les relations de la vie courante et dans votre programme économique. Je n'en ai pas l'impression. Je voudrais me tromper mais hélas !*

Permettez-moi de vous donner quelques-unes de mes réactions sur le plan économique, c'est l'économie qui détermine la vie sociale.

Il est difficilement compréhensible que la gauche et le MDC continuent de pratiquer les mêmes raisonnements issus du libéralisme économique à travers l'économie de marché. La croissance, même si nous la retrouvions un jour (c'est quasi impossible) ne pourra plus jamais aboutir au plein emploi. Continuer dans ce sens, c'est gérer la pénurie avec toutes ses dérives dramatiques. ***La misère dans l'abondance est insupportable****. Le système du capitalisme international est fortement grippé. A terme, il est voué à l'échec. Un gros risque nous guette : l'explosion sociale avec ses excès. Vouloir faire espérer ou faire croire à une société de plein emploi, c'est utopique, il faut changer de cap et changer la logique du profit à tout prix, ce n'est pas facile. Il faut en parler et s'y attaquer tous ensemble. Il faut conquérir un autre mode de civilisation. Se résigner aux constats est inutile.*

Il est indispensable de repenser la société du travail. Je vous invite à lire d'article d'Alain Lebaube, dans le Monde des 5 et 6 mai 1996.

Pourquoi la gauche se montre-t-elle réservée aux thèses d'économies alternatives soutenues par André Gorz, Jacques Robin, Jean-Louis Laville et M.L.Duboin qui continue l'œuvre de son père Jacques Duboin, ancien secrétaire d'État. Une revue "La Grande Relève" permet de réfléchir utilement sur tous ces problèmes. Actuellement, la gauche française ne semble plus avoir de projet cohérent; c'est grave et désolant. Il faudrait fondamentalement changer de pratique pour mettre l'économie au service de l'épanouissement humain et cela devrait rencontrer plus d'élus à gauche que chez les conservateurs. J'aimerais bien que mes réflexions parviennent à J.P.Chevènement et ses amis proches et obtenir, je l'espère, ses appréciations. Je voudrais comme beaucoup de citoyens que les choses changent réellement. Il faut pour cela vouloir innover réellement pour redonner confiance, un nouvel élan. C'est mon souhait le plus cher car je pense à l'avenir de mes petits-enfants…»

Sa lettre était accompagnée d'une page bien choisie de *la Grande Relève*. Il promet de nous tenir au courant si une suite est donnée…

* * *

vers *alternatives libertaires*

Louis a publié dans *"Débattre"* d'*Alternative libertaire* un article intitulé *"Société libertaire et économie"* pour jeter des ponts entre nos propositions et les aspirations des lecteurs de cette revue. Louis leur fait remarquer, en introduction que *«si demain, à la suite de la désintégration du système capitaliste, inscrite dans le domaine des probabilités, les hommes en viennent à se trouver devant un grand vide, ils sombreront dans la barbarie parce que n'auront pas été élaborés, puis, mis en place les rouages d'un mode fonctionnement de la production et de la répartition. Beaucoup de camarades sont réticents dès lors que sont abordées toutes propositions de débats sur l'économie distributive. C'est là une imprudence de taille, parce que nous pouvons être, un jour, confrontés au vide, au néant, toute structure n'existant plus, au désarroi des individus privés de tout repère.»* Sa description de l'économie distributive s'inspire du résumé de nos deux dernières pages, mais sans parler du contrat civique.

En conclusion, Louis invite les lecteurs d'*Alternative libertaire* à *« tabler sur ces thèmes en y apportant leurs propositions, compte tenu de leurs sensibilités»*, et lance l'idée de tables rondes, colloques et débats, auxquels nous sommes évidemment prêts à participer *«pour aborder le devenir d'une économie, celle de l'individu libéré de l'exploitation capitaliste et de la peur de son demain immédiat».*

Y viendraient-ils ?

De nombreux lecteurs nous ont écrit leur surprise, voire leur émotion, après avoir lu dans *Le Monde* des 5-6 mai un article d'Alain Lebaube, intitulé *"Repenser la société du travail"*. Ce qui les a étonnés, c'est le fait qu'un journaliste du *Monde* ait l'air de découvrir le sujet et le temps qu'il lui aura fallu pour y venir. Et c'est aussi l'ignorance totale des médias vis-à-vis de tout ce que Jacques Duboin et ses disciples ont pu dire et écrire. Il y a, effectivement, quelque chose de décourageant à voir *"qu'ils y viennent"*, selon l'expression consacrée, lorsque la situation est dramatique, mais seulement après l'avoir laissée venir avec une superbe indifférence envers tout avertissement.

Et l'histoire, telle que l'écrivent les journalistes, entérine leur manque de discernement. En septembre 1994 Claude Julien, dans *Le Monde Diplomatique*, allait chercher en Amérique les esprits clairvoyants ayant su annoncer «*l'évolution du travail humain dans un système de plus en plus informatisé* » et proposer de réduire le temps de travail sans casser le niveau de vie. Il y trouvait trois auteurs : J.K. Galbraith, W. Buckingham et A.H. Hansen pour des écrits publiés respectivement en 1958, 1961 et 1960. Nous avions alors fait parvenir à C.Julien plusieurs écrits de J. Duboin. Il nous a remerciés en disant :«*Si je n'ai pas cité Jacques Duboin, c'est parce que je ne connais de son œuvre que les livres consacrés à l'économie distributive*». Réponse curieuse quand on sait que pas un livre n'expose l'économie distributive sans commencer par expliquer les raisons du changement de société proposé. C. Julien ajoutait qu'il transmettait l'information à M.I. Ramonet, le directeur du journal *"qui verra quelle suite lui donner"*. Il n'y a toujours pas eu de suite.

Alain Lebaube aujourd'hui, ne voit qu'un unique précurseur aux auteurs qui découvrent que la disparition de la forme actuelle du travail impose un changement de société : c'est Hannah Arrendt qui écrivait, également aux États-Unis, en 1958, que «*l'automatisation en vidant les usines allait libérer l'humanité du fardeau du travail* ».

Un peu d'honnêteté, que diable, réclament des distributistes ! Pourquoi les livres de J.Duboin, aux titres évocateurs :*Nous faisons fausse route* (1931), *La grande relève de l'homme par la science* (1932), *Ce qu'on appelle la crise* (1934), *La grande révolution qui vient* (1934), *Kou l'ahuri ou la misère dans l'abondance"* (1934), *Libération* (1938), *Demain ou le socialisme de l'abondance* (1940) sont-ils tenus à l'écart ? "

Lorsqu'Alain Lebaube cite ceux qui tentent d'imaginer des réformes, il parle des «*vues iconoclastes de quelques visionnaires longtemps tenus en suspicion, dont André Gorz et Jacques Robin* ». Mais J.Duboin, que pourtant ces deux auteurs ont eu, eux, le courage de citer, est toujours ignoré du journaliste du *Monde* ! Il a pourtant fait plus qu'imaginer des réformes, il a *montré* quelle nouvelle société *impose la logique* des évènements dans par exemple, *L'économie distributive s'impose* (1950), dans *Rareté et abondance* (1944) et dans *Les yeux ouverts* (1961).

Faut-il donc toujours dire comme tout le monde pour être écouté ? C'est un peu ce que constatait J.F. Kahn, sur *France-Inter* le 10 mai dernier, remarquant, en substance, que lorsqu'on émet une idée qui ne suit pas *"la pensée unique"*, on est écouté avec politesse mais…cela ne va pas plus loin En guise d'explication, on a souvent fait à mon père le reproche *"d'avoir vu clair trop tôt"*. Il ne manquait jamais de répliquer à une réflexion aussi stupide :«*La prochaine fois, je préviendrai après coup …*

Nous nous ferons un plaisir d' adresser ce numéro à A.Lebaube et nous lui proposerons de lui faire lire -enfin- J.Duboin. Ce en quoi nous aurons du mérite car les éditeurs ne sont pas plus ouverts que les journalistes. La preuve : le responsable des éditions *"La Découverte"* a refusé de rééditer *Les yeux ouverts* sous prétexte que «*les médias ne s'y intéresseraient pas*» ! M.L. D.

Ah ! comme le paysage politique changerait si la gauche (enfin, ce qu'il en reste…) insufflait aux chômeurs l'idée positive qu'ils représentent l'avant-garde d'un monde en mutation - au lieu de participer au concert mensonger de l'emploi à tout prix et de la charité sociale pour les "exclus" ! Mieux vaudrait trois millions de révoltés que trois millions d'assistés résignés car nous le voyons bien, trois millions de chômeurs n'empêchent absolument pas le capital de prospérer, de produire de la richesse… et des pauvres.

(Envoi de P. R., Villejuif,
à Alain Lebaube)

En Suisse aussi, ils y viennent…

Au cours des 36èmes rencontres Jeunesse et Economie, qui viennent d'avoir lieu en Suisse, un professeur d'économie à l'Université de Genève a fait preuve d'originalité par rapport à ses semblables. Yves Flückinger ne croit pas, en effet, les acteurs économiques qui ne cessent de répéter que « *dès que nous aurons repris le chemin de la croissance, des emplois se créeront et le chômage diminuera* ».

Un autre intervenant, Alexander Bergmann de l'Université de Lausanne, prévient :« *Nos sociétés sont au seuil d'une révolution. Nous assistons à la fin du travail manuel basé sur l'expérience, à la disparition des horaires réguliers et au déclin du salariat* ».

Il en résulte, ont-ils découvert, que le système de financement des assurances sociales pose aussi de graves problèmes. En mettant des milliers de gens au chômage, les entreprise font supporter à d'autres salariés, les coûts sociaux de leur décision. Prenant un exemple, le Professeur Flückinger constate :« *Novartis a augmenté sa valeur boursière en se déchargeant de travailleurs et de charges. Il serait donc plus logique de faire peser les assurances sociales sur l'ensemble des richesses créées par l'entreprise plutôt que sur la masse salariale*» .

Et voilà comment A. Bergmann en arrive à « *prêcher pour l'institution d'une allocation universelle ou un salaire de citoyenneté que chacun recevrait dès sa naissance pour assurer sa subsistance* » !

(d'après une coupure de La Tribune de Genève, du 28.4.96, envoyée par M. Zéghouani et D.Bloud)

Voici l'article d'Alain Lebaube que j'aurais voulu écrire pour la Grande Relève, il y a quelques mois devant la pléthore d'ouvrages sur la question…du travail. Et en plus, il cite le passage qu'il fallait d'Hannah Arendt. Ce n'est pas Jacques Duboin, mais elle va dans le même sens. Elle disait cela déjà en 1958…

Il n'est pas toujours facile ni encourageant de diffuser les idées sur l'E.D. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'elles vont directement au but généralement en faisant des propositions pour lesquelles les personnes ne sont pas encore prêtes à entendre. Les auteurs travaillant sur ces questions et les articles de presse ont le mérite de tourner autour du pot, de développer au maximum toujours en restant politiquement correct, c'est-à-dire ne pas dépasser le tabou de l'argent, donc de la monnaie non thésaurisable et du profit, et ainsi ne pas effrayer tout en prouvant peu à peu qu'il faudra bien passer à autre chose.

Et puis voyez c'est quand même plus commode de faire lire "Le Monde" pour préparer la lecture de la "Grande Relève"… Il faut faire flèche de tous bois, les amis.

Cet article va faire le tour d'une vingtaine de collègues.

M.T., Fécamp

***

Seraient-ils tous morts ? Au moment où des réunions d'abondancistes seraient plus que nécessaires, l'appel que j'ai lancé aux anciens de ma région, paru dans le numéro de mars, n'a donné aucun résultat.

Quand je pense que dans les années 50, la venue de Jacques Duboin remplissait les arènes de Marseille (qui n'existent plus), j'ose espérer que tout n'a pas été oublié ; même si les trente glorieuses ont pu mettre en veilleuse l'ampleur de notre mouvement.

Aujourd'hui, il est important de se mobiliser, même si nous ne sommes plus jeunes.

J.F., Vitrolles

Réponse. Non, ils ne sont pas tous morts, nous avons beaucoup d'abonnés dans votre région, et il y a toujours à Marseille l'association Groupes de Salariés pour l'Économie Distributive (GSED) dont l'adresse figure dans notre Bloc-Notes. Votre dynamisme et vos initiatives personnelles, qui sont la preuve que vous n'avez attendu personne pour agir, devraient les inciter tous à venir vous aider et former un groupe dynamique, capable d'intervenir localement, aussi souvent que possible. Faites des propositions concrètes, fixez des dates et des lieux de réunion, rapportez vos efforts, nous publierons ces informations pour inciter les distributistes courageux de votre région à vous rejoindre.

***

J'apprécie beaucoup la G.R, surtout à cause de la critique pertinente et courageuse du monde capitaliste qui n'a jamais été aussi égoïste et suicidaire que de nos jours.

Je suis persuadé que, s'il n'y a pas dans les quelques années qui suivent, un changement radical, nous courons inéluctablement vers une catastrophe mondiale. Ce n'est malheureusement qu'après une telle catastrophe (s'il reste des hommes intelligents sur la terre) que les solutions que vous préconisez pourraient peut-être se réaliser.

Le revenu social existe actuellement en France (RMI, indemnités de chômage), mais n'a rien à voir avec celui que vous souhaitez : les Français se contentent de le recevoir, sans rien donner en échange (dans une commune voisine, aucun des 70 chômeurs inscrits n'a accepté d'effectuer des travaux de jardinage pour un de mes amis, contre un salaire). La nouvelle société, pour exister, aurait besoin d'un idéal, fruit d'une longue éducation morale et civique.

La monnaie distributive paraît une utopie à toutes les personnes avec qui j'ai pu en discuter. Nous sommes tellement habitués à tout traduire en argent !

Concernant le dernier éditorial de M.L. Duboin, que j'approuve entièrement, je suggère un moyen de faire du tourisme intelligent : l'espéranto. J'ai des amis qui sont allés chez leurs correspondants allemands, danois, finlandais, norvégiens (bien sûr à titre de revanche). Malheureusement l'espéranto est un tabou pour nos médias. Présenterait-il un danger ?

Lecteur (ô combien intéressé) de la GR, j'espère le rester encore quelques années.

R.T., Le Fleix

Suite à mon courrier paru dans le n° 953 concernant le texte de J. Bourdette et suite à vos commentaires parus dans le numéro suivant, je vous prie de trouver ci-dessous quelques lignes qu'il me serait agréable de voir paraître dans la Grande Relève afin de lever tous quiproquos :

…En écrivant qu'il ne faut justement pas que la gauche que nous connaissons revienne majoritairement à l'Assemblée, je ne pensais pas bien sûr à une majorité de droite et encore bien moins d'extrême droite. Cela me paraissait tellement évident qu'il ne m'est pas venu à l'esprit de mentionner cette précision. Je voulais simplement dire que la gauche que nous connaissons a failli à sa mission durant dix années de pouvoir et rien ne prouve qu'elle ne recommencera pas si elle revenait au gouvernement.

Apparemment, J. Bourdette (et peut-être d'autres lecteurs) a compris le contraire puisqu'il me prête, d'après vos commentaires, Franco et Pinochet comme modèles pour imposer l'E.D.. ! J'ai simplement donné deux solutions face à l'urgence de la situation économique : imposer l'E.D.. et démontrer ensuite la justesse du système ou accéder au pouvoir par des élections démocratiques. Bien entendu la deuxième solution est la meilleure.

J.C. G., Libourne

***

Mécontent de la façon dont nous avons résumé ses six pages dans notre N°954, J. Bourdette nous écrit :

Libre à vous de vous entêter à proposer des projets que les Français n'accepteront jamais, dans 20 ans, dans 100 ans ou dans 1000 ans, comme l'interdiction du libre commerce…Vous verrez bien aux résultats de la diffusion de la GR dans les mois ou les années à venir… En tout cas il n'est plus question pour moi de continuer à prendre, comme chaque année depuis 20 ans, un abonnement de soutien et de tenter de faire des adeptes…pour m'entendre répondre : «Votre système, si vous voulez interdire le droit de libre vente aux commerçants…ON N'EN VEUT PAS» Il n'est plus question également que, chaque début d'année, à l'occasion du renouvellement de mon abonnement, je fasse un don à votre souscription permanente, sur la liste des donateurs de laquelle, entre parenthèses, je n'ai jamais remarqué les noms de mes contradicteurs…

En résumé, la "Grande Relève" analyse et propose :

UN CONSTAT :

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort qu'il doit fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés.
Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel.
Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés…Il sait même commander la nature, la modifier, en un mot lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.
Cette ***Grande Relève des Hommes par la Science***[1] dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation,** le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure :

le pouvoir d'achat
ne peut plus être mesuré
par la durée du travail.

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

C'est ***ce qu'on appelle la crise***[1]**.**

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

UNE NECESSITE :

INVENTER POUR S' ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses, sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".
Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou
économie distributive,
qui pose en principe que :

toute production
physiquement et
écologiquement réalisable
doit être
financièrement
possible.
Et quand elle a été réalisée,
tout citoyen doit avoir
le pouvoir d'achat nécessaire
pour en acquérir ***sa part.***

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange entre *pouvoir d'achat* et *temps de travail.*
Une double réorganisation s'impose donc :
celle du **devoir économique** et
celle du **droit économique**
de tout **citoyen**.
D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques,
et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais s'accroître si besoin.

DES PROPOSITIONS :

LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le **service social** que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".
D'autres **activités**, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort.
Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et son compte est débité du montant de l'achat. Rien n'est donc changé pour le consommateur, la vente est enregistrée par le vendeur et le crédit correspondant est annulé.

LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie d'un type nouveau. Cette *monnaie distributive* est une **monnaie de consommation** : elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles.

➔

il n'y a plus d'avenir social en économie libérale

Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers (ou même plus simple). Il consiste à évaluer la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes[2], des besoins et des intentions manifestés par les consommateurs, des besoins des services publics et des investissements nécessaires. Le montant total du "**revenu social**" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements décidés, pour une période donnée. Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J.Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**. Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

UNE TRANSITION : LE CONTRAT CIVIQUE

Diverses mesures transitoires ont été proposées[3]. Une allocation universelle ou revenu d'existence, minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté,** déterminé à partir d'un **contrat civique**[4] renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

Pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, nous avons proposé le contrat civique. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité,* être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet ; elles seront composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers".

La **démocratie économique** sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du **pouvoir de création monétaire,** (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

M-L D

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

3. voir notre N° hors série de 1992.

4. voir notre N° 901.

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.

Pour en savoir plus sur ces propositions,
pour en discuter dans une tribune libre,
abonnez-vous au journal (130F par an pour 11 numéros) :

LA GRANDE RELEVE,

BP 108, 78110 LE VÉSINET
CCP 13 402 39 M Paris

ou commandez à cette adresse des documents tels que:

Kou l'ahuri, ou la misère dans l'abondance, *un livre plein d'humour, de Jacques DUBOIN* ***(65 F)***
L'économie libérée, *une brochure de base, bien documentée mais facile à lire* ***(25 F)***
un résumé : **L'économie distributive et les transitions** ***(25 F)***
pour introduire une discussion : **Un socialisme à visage humain,** *d'André Prime* ***(25 F)***
et une bande dessinée de 8 pages : **Et si on changeait ?** ***(35 F).***

— tous ces prix sont indiqués franco —